REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Edition spéciale

37ème Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien, Tana du 17 mai 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 37ème Conseil des Ministres de la COI.....2

- Présidence de la COI : Madagascar défend son bilan, **Midi-Madagascar**
- CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI - Paix, sécurité et résilience au cœur des discussions, **Moov.mg**
- Région : Maurice accède à la présidence de la COI, **Mazavaroo**
- Commission de l'océan Indien (COI) Le 37ème Conseil des ministres tenu mercredi à Antananarivo, **Al-watwan.net**
- Madagascar : La sécurité maritime au cœur du 37ème Conseil des ministres de la COI, **AA**
- La COI adopte son Plan de développement stratégique 2023-2033, **Temoignages**
- 37ème conseil des Ministres de la COI, un cap fixé pour les biens publics régionaux, **Bizweek**
- La secrétaire d'État à la Francophonie Chrysoula Zacharopoulou à Madagascar pour le 37ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, **Outremer 360°**
- CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI – Paix, sécurité et résilience au cœur des discussions, **lexpresss.mg**
- Madagascar accueille la Commission de l'océan Indien en pleine tension franco-comorienne, **RFI**
- L'Union africaine : un atout pour la COI, **Témoignages**
- Coopération régionale : jour J pour le 37e conseil des ministres de la COI, **Newsmada**
- Les réseaux sociaux
- Etc

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Présidence de la COI : Madagascar défend son bilan



Les représentants des pays membres et les partenaires de la COI à Ivato

La diplomatie malgache a terminé son mandat à la tête de la Commission de l'océan Indien avec un air de satisfecit. C'est ce qui transparaît dans le discours de Yvette Sylla, ministre des Affaires étrangères, lors de l'ouverture de la 37ème session du conseil des ministres de l'organisation qui s'est déroulée mercredi dernier au centre de conférence international d'Ivato. Madagascar, rappelle-t-elle, arrive à la fin de son mandat à la présidence de la COI, mandat qui a débuté le 23 février 2022 à Paris. C'est donc l'occasion pour Madagascar de dresser le bilan de son mandat. La ministre malgache des Affaires étrangères parle ainsi de « progrès significatifs et de réalisations tangibles » au cours de cette année où Madagascar a dirigé la COI. « *Madagascar a axé les priorités de sa présidence de la COI autour de la sécurité multiforme, notamment la sécurité maritime, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la promotion des échanges intra-régionaux comme outil de la relance économique post-Covid* », a-t-elle souligné, mercredi, devant les représentants des autres pays membres et les partenaires de la commission. Toujours selon Yvette Sylla, la direction choisie par la Grande île répond aux « *enjeux stratégiques, économiques, sanitaires et sécuritaires auxquels nos pays respectifs et la région font face* ». Elle a également salué « *l'achèvement de l'élaboration du Plan de développement stratégique de la COI (PDS 2023-2033)* », qui a été soumis à l'approbation du conseil des ministres de l'organisation, mercredi dernier. Le secrétariat général de la COI, quant à lui, s'est vanté de « la volonté des Etats membres de coopérer davantage sur les plans économiques et commerciaux et d'amplifier les actions pour l'épanouissement humain et l'inclusivité sociale ».

5 ministres

La 37ème session du conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien a vu la participation des chefs de la diplomatie des pays membres de cette organisation. Mahen Kumar Seeruttun, ministre a.i. des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, et ministre des

Services financiers et de la bonne gouvernance de Maurice, a pris le relais des mains de sa collègue malgache, Yvette Sylla, pour présider l'organisation durant le mandat de 2023. Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat français chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, quant à elle, a été dépêchée par Paris pour assister à cette réunion. Sylvestre Radegonde, ministre des Affaires étrangères et du Tourisme des Seychelles, a également été présent aux côtés de Dhoihir Dhoulkamal, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale des Comores, chargé de la Diaspora et de la Francophonie.

8 priorités

Les membres observateurs et partenaires de la COI ont également fait le déplacement à Antananarivo à cette occasion. Il s'agit notamment des représentants de l'Union européenne, l'Agence française de développement (AFD), le Système des Nations unies, la Chine, l'Inde, le Japon, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Ordre souverain de Malte, Cap Business océan Indien. Ils ont pu, en effet, assister aux travaux de la session ministérielle et pu y préciser les modalités du partenariat avec la COI. Selon le secrétariat général de l'organisation, les deux premiers partenaires de la COI, en l'occurrence l'Union européenne et l'AFD, ont réitéré leur soutien aux actions de la COI, notamment pour la sécurité maritime et alimentaire, la résilience climatique, la culture et la santé. A l'issue du conseil des ministres, la ministre malgache des Affaires étrangères a remis la présidence de la COI à son homologue de Maurice. Le ministre mauricien, Mahen Seeruttun, quant à lui, a présenté les 8 priorités de la présidence mauricienne de la COI, notamment la sécurité maritime, la coopération économique et commerciale ou encore la diplomatie insulaire.

CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI - Paix, sécurité et résilience au cœur des discussions



Le conseil des ministres de la COI s'est tenu à Antananarivo, mercredi. La Paix et la sécurité essentiellement maritime, mais aussi la résilience face aux crises globales ont été soulignées.

Ensemble. Martelé par Yvette Sylla, ministre des Affaires étrangères, et présidente sortante de la Commission de l'océan Indien (COI), a été érigé en mot d'ordre du Conseil des ministres de cette organisation sous-régionale qui s'est tenu au Centre de conférence internationale (CCI), Ivato, mercredi.

Dès les discours d'ouverture successifs de la réunion de mercredi, les enjeux de la paix et de la sécurité ont été soulignés par les orateurs. Sylvestre Radegonde, ministre des Affaires étrangères et du tourisme des Seychelles, a par exemple énuméré les nouveaux défis sécuritaires de la COI. Selon ses dires, il s'agit de la sécurité maritime, les trafics de drogue et de personnes, la pêche illégale, les changements climatiques, les risques pandémiques. Il a aussi évoqué le retour des rivalités entre grandes puissances qui impactent la sous-région. Si le fléau ne fait que pointer son nez à Madagascar, certaines de ses voisines dans l'océan Indien sont gangrenées par le trafic et la consommation de drogues, surtout les drogues dures.

Des stupéfiants qui percent les frontières des Etats de la COI, essentiellement, par voie maritime. Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI, durant une interview en marge de la cérémonie d'ouverture de l'événement au CCI, a justement informé "qu'un sous-marin bourré de drogue [à destination d'une des îles de la COI] a été intercepté la semaine dernière". Yvette Sylla a justement souligné dans son allocution d'ouverture du Conseil des ministres de la COI que "Madagascar a axé les priorités de sa présidence de la COI autour de la sécurité multiforme, notamment la sécurité maritime, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la promotion des échanges intra-régionaux comme outil de la relance économique post-Covid".

Démarche économique

Des priorités qui restent d'actualité, de prime abord. Des sujets sur lesquels l'île Maurice, qui prend le relais de la Grande île à la présidence de l'organisation, devrait aussi axer ses actions. "Il faut aussi avoir à l'esprit que la zone de l'OI est un petit océan, mais c'est un océan où il n'y a jamais eu de guerre. C'est donc important de faire de cette zone un sanctuaire pour la sécurité et la paix. Puisque c'est dans un cadre de droit que nous pouvons échanger normalement et notre travail [celui de la COI] est de mettre en place l'ensemble des dispositifs pour que cela puisse se faire", plaide Vêlayoudom Marimoutou. Comme l'indique Yvette Sylla, "c'est ensemble", que les États de la COI font face aux différentes menaces sur la paix et la sécurité dans la sous-région. À cet effet, il y a par exemple le programme de Gouvernance, paix et stabilité (GPS). Il donne notamment à la COI "un rôle institutionnalisé dans la promotion de la gouvernance démocratique et la préservation de l'Indianocéanie en tant que zone de paix".

Le secrétaire général de l'organisation ajoute que ce programme "permet de travailler pour qu'il n'y ait pas de crise systémique dans les pays". Le ministère des Affaires étrangères présente l'accueil du Conseil des ministres de la COI comme un exemple du "soft power", privilégié par la diplomatie malgache. Une manière de faire entendre sa voix, convaincre par des canaux diplomatiques formels ou informels "et sur un ton apaisé". Aussi, dans son allocution, Yvette Sylla a-t-elle soulevé la question de la coopération économique, commerciale et de la mobilité au sein de la COI. Au-delà des questions politiques et diplomatiques, à Madagascar, des observateurs s'interrogent, en effet, sur l'intérêt économique d'être membre de la COI. Dans son discours, Yvette Sylla a déclaré, "(…) la démarche économique doit faire preuve, selon la pratique, d'une approche concertée, et une coopération visant un développement intégré et une croissance partagée. Pour Madagascar, ce développement et cette croissance doivent se construire à travers la promotion des échanges intra-régionaux, la connectivité régionale, la mobilité, la promotion de l'employabilité et celle de l'entrepreneuriat".

"La finalité est de réduire la dépendance aux importations et aux transports internationaux en développant des solutions et moyens régionaux. L'objectif est d'accroître les échanges commerciaux entre les pays voisins et la compétitivité des produits régionaux", argue la ministre Sylla. Questionné sur l'opportunité d'une fluidité de la coopération économique et commerciale, ainsi que la circulation des personnes et des biens au sein de la COI, son secrétaire général a répliqué, "c'est aux Etats membres d'en décider".

Région : Maurice accède à la présidence de la COI

L'île Maurice a accédé à la présidence de la Commission de l'Océan Indien (COI) à l'issue du 37ème Conseil des ministres qui s'est tenu à Madagascar avant-hier. C'est le ministre Mahen Seeruttun, qui assume la suppléance au ministère des Affaires étrangères, qui représentait Maurice à cette réunion. Il a pris le relais de la ministre malgache des Affaires étrangères, Yvette Sylla. Cette réunion a été l'occasion, entre autres, d'adopter le nouveau Plan de développement stratégique 2023-2033 de la COI et de faire le point sur les actions en cours dans les domaines de la paix et de la stabilité, de la sécurité maritime, de l'environnement et du climat, de la santé, de la formation, de la culture ou encore de la modernisation de l'organisation.
Le Secrétaire général de la COI, le Professeur Vêlayoudom Marimoutou, a rendu compte de l'activité du secrétariat général et a présenté le plan stratégique décennal, intitulé "L'Indianocéanie en partage". Ce plan fixe la vision, les axes stratégiques et le cadre opérationnel de la COI pour les dix prochaines années. Il fait la part belle à la préservation et à la gestion des biens publics régionaux, notamment la stabilité, la sécurité et la résilience. Le plan confirme également la volonté des Etats membres de coopérer davantage dans les domaines économiques et commerciaux et d'amplifier les actions pour l'épanouissement humain et l'inclusivité sociale.
Dans son discours, Mahen Seeruttun a souligné combien il est primordial de créer un espace économique et commercial intra-COI. Cet espace, a-t-il dit, doit tenir compte des disparités entre les Etats membres afin de favoriser une intégration économique harmonieuse. Il a ajouté qu'il faut considérer cet espace comme une plateforme propice à l'élaboration d'un processus de libéralisation commerciale sur mesure pour les États insulaires vulnérables en répondant à leurs besoins spécifiques.

Les huit priorités de la présidence mauricienne

Mahen Seeruttun, a présenté les priorités de la présidence mauricienne qui s'établissent comme suit : (i) la sécurité maritime avec le renforcement continu de l'architecture régionale de partage d'information et de coordination d'opérations en mer, (ii) la création d'un espace économique et commercial renforcé à travers la connectivité et la facilitation des échanges, (iii) la relance économique post-Covid en mobilisant les partenaires, (iv) le renforcement du plaidoyer auprès des observateurs et partenaires de la COI à travers un dialogue régulier et resserré, (v) favoriser une plus grande synergie entre la COI et l'Indian Ocean Rim Association (IORA) pour une collaboration plus étroite, (vi) le soutien à la présidence comorienne de l'Union africaine notamment sur le développement de l'économie bleue et la pleine prise en compte des spécificités des Etats insulaires d'Afrique , (vii) le plaidoyer des Etats insulaires en développement notamment dans la perspective de la prochaine conférence des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement en 2024, et (viii) l'accréditation au Fonds vert pour le climat et aux neuf piliers de l'Union européenne.A cet égard, l'Union européenne et l'Agence Française de Développement (AFD), qui sont les deux principaux partenaires de la COI, ont réitéré leur soutien aux actions de la commission, notamment pour la sécurité maritime et alimentaire, la résilience climatique, la culture et la santé.

Commission de l'Océan indien (COI) I Le 37ème Conseil des ministres tenu mercredi à Antananarivo

Chamsoudine Said Mhadji



Mercredi 17 mai, à Antananarivo, s'est tenu le 37ème Conseil des ministres de la Commission de l'Océan indien (Coi). Les ministres des Affaires étrangères et les délégués des pays membres de cette organisation régionale étaient réunis à cette occasion.

Lors de la séance d'ouverture, plusieurs discours ont été prononcés. Le ministre des Affaires étrangères comorien, Dhoihir Dhoulkamal, a notamment souligné l'engagement de la présidence comorienne de l'Union africaine à promouvoir la Coi et les États insulaires au sein de l'organisation panafricaine. Selon le chef de la diplomatie comorienne, confier ce mandat à un État insulaire constitue une opportunité unique pour les pays membres et pour cette organisation régionale, réputée pour être la seule en Afrique composée exclusivement d'îles.

Il a également exprimé sa satisfaction de pouvoir assumer cette responsabilité importante, qui consiste à porter la voix du continent africain sur la scène internationale, en mettant en avant le rôle de l'Afrique dans le nouvel ordre économique mondial et les spécificités de ses États insulaires.

Un forum sur l'économie bleue à Moroni

Le président en exercice du Conseil exécutif de l'Union africaine, Dhoihir Dhoulkamal, a appelé à davantage de solidarité en faveur des pays insulaires afin de faire entendre leur voix, soulignant que « nous construisons ensemble un avenir commun dans une région dont le destin est partagé, pour le bien de nos pays et de nos peuples ». Il a également informé les pays membres de la Coi de l'organisation du Forum sur l'économie bleue, qui se tiendra du 8 au 11 juin 2023 à Moroni, tout en les invitant à y participer.

Le rapport du secrétaire général de la Coi, Vélayoudom Marimoutou, a ouvert

les délibérations du conseil. Il a rappelé que l'adoption du Plan de développement stratégique (Pds) 2023-2033 de la Coi constituait le principal point à l'ordre du jour. Ce plan vise à relever les défis auxquels une région très exposée aux changements climatiques est confrontée, en renforçant la sécurité maritime et en améliorant la connectivité entre les pays membres, tous insulaires. Il met également l'accent sur la valorisation des richesses apportées par la croissance démographique de Madagascar et des Comores, ainsi que sur la promotion des échanges économiques dans la région.

Yvette Sylla, ministre des Affaires étrangères de Madagascar et présidente du Conseil des ministres de la Coi, a souligné l'importance de la modernisation et des défis auxquels la région est confrontée à la suite de la pandémie de la Covid-19. Madagascar, qui assure actuellement la présidence de la Coi, met l'accent sur la sécurité alimentaire, maritime et la connectivité pour relancer l'économie après la pandémie, en tenant compte également des défis climatiques.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Louis Radegonde, a mis l'accent sur l'aspect humain. «Une Coi moderne par l'accord de Victoria révisé, doit être près des préoccupations de la population. C'est une Coi des citoyens comoriens, malgaches, mauriciens, réunionnais et seychellois » Pour « protéger le pouvoir d'achat de nos consommateurs», a-t-il suggéré, proposant au passage «un projet régional d'importations groupé».

Madagascar : La sécurité maritime au cœur du 37ème Conseil des ministres de la COI

-La zone océanique est en proie à différentes menaces liées au contexte géopolitique mondial
Sandra Rabearisoa



Le Centre de Conférence International (CCI) à Ivato, Antananarivo, Capitale de Madagascar, a accueilli ce mercredi 17 mai le 37ème Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien.
Ce rendez-vous régional rassemble les ministres des Affaires Etrangères qui représentent les cinq îles sœur à savoir Madagascar, Maurice, les Seychelles, la Réunion, les Comores ainsi que la France. La question de la sécurité maritime a occupé les discussions, entre autres sujets.
Dans un discours prononcé à l'occasion de la cérémonie d'ouverture, la ministre malgache des Affaires Etrangères, Yvette Sylla a souligné « les enjeux stratégiques et sécuritaires liés à la criminalité en mer, les trafics de ressources, de drogues ainsi que la montée de la menace terroriste ».
Et d'ajouter que « Madagascar a déclaré qu'il est impératif d'assurer le contrôle les océans » tout en soulignant la nécessité de la solidarité pour la protection des zones côtières.
Au cours d'une interview à la presse en marge de l'évènement, le SG de la COI révèle la récente arrestation d'un sous – marin chargé de drogues dans la zone maritime de l'Océan Indien. La mise en œuvre de la 2ème phase du programme de sécurité maritime dénommé MASE 2.0 est donc en perspective.
Par ailleurs, le Secrétaire Général de la COI, Vêlayoudom Marimoutou parle d'une session « marquante pour l'histoire institutionnelle de la Commission ».

En effet, les échanges portent également sur le Plan de développement stratégique (PDS) 2023 – 2033 et plus, élaboré depuis la 36ème session du Conseil et qui constitue le reflet des ambitions et des priorités partagées par les Etats membres. Cette réunion a donc été l'occasion de passer en revue les actions entreprises depuis la session précédente tenue en février 2022 à Paris, en France.
La question climatique n'a pas été en reste puisque la zone Océan Indien est un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale avec une zone océanique de plus de 6 millions de Km2. La session fut également l'occasion de passation de la Présidence de la COI entre Madagascar (Présidence sortante) et l'île Maurice.

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

La COI adopte son Plan de développement stratégique 2023-2033

37e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien

par ***Manuel Marchal***



Le 37e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien s'est tenu ce 17 mai au CCI à Ivato, Antanarivo, sous la présidence de Yvette Sylla, ministre des Affaires étrangères de Madagascar. L'adoption du Plan de développement stratégique 2023-2033 de la COI était le principal point à l'ordre du jour. Madagascar a transmis à Maurice la présidence de l'organisation.

Ce 17 mai à Antananarivo, le 37e Conseil des ministres de la COI commença par le rapport de Vélayoudom Marimoutou, secrétaire général de l'organisation.

Il annonça le principal point à l'ordre du jour, l'adoption du Plan de développement stratégique 2023-2033 de la COI. Il fixera une feuille de route pour les 10 ans à venir. Ce PDS fit l'objet d'une série de consultations depuis le dernier Conseil des ministres. Intitulé "*Indianocéanie en partage*", il fut élaboré dans un esprit de co-construction avec les États membres.

Il vise à faire face aux défis d'une région très exposée au changement climatique, qui vise à renforcer la sécurité maritime et à améliorer la connectivité entre ses membres, tous des îles. La mise en valeur de la richesse apportée par la croissance démographique de Madagascar et des Comores est également un principe important.

Le PDS vise également à favoriser les échanges économiques dans notre région.

Promouvoir la COI dans l'Union africaine

Dhoihir Dhoulkamal, ministre comorien des Affaires étrangères, a rappelé un contexte inédit. L'Union des Comores préside l'Union africaine. C'est la première fois qu'un États insulaire accède à cette responsabilité. Les Comores comptent sur cette tribune pour faire avancer la cause des îles, en particulier celles de la COI.

Cheffe de la délégation France/Réunion, la secrétaire d'Etat Chrysoula Zacharopoulo, a insisté sur l'aspect francophone de la COI. Elle a salue une "*Vision à 10 ans qui doit constituer le socle vers notre Indianocéanie, un espace économique connecté, inclusif*".

Pour une COI des citoyens

Le ministre Kumar Serutun présenta quelques priorités de la prochaine présidence mauricienne, avec notamment un rapprochement avec le COMESA et la libéralisation des échanges commerciaux.

Louis Radegonde, ministre des Affaires étrangères des Seychelles, insista sur l'aspect humain. "Une COI moderne par l'accord de Victoria révisé, doit être près des préoccupations de la population. C'est une COI des citoyens comoriens, malgaches, mauriciens, réunionnais et seychellois" Pour "protéger le pouvoir d'achat de nos consommateurs", il proposa un projet régional d'importations groupé.

Sécurité alimentaire et maritime

Yvette Sylla, ministre des Affaires étrangères de Madagascar et présidente du Conseil des ministres de la COI, à souligné un mandat de modernisation et de défis au lendemain de la pandémie de COVID19. Il s'agissait de faire le lien entre les besoins spécifiques nationaux et partagés insulaires.

Madagascar a axé sa présidence autour de la sécurité alimentaire, maritime, de la connectivité pour relancer l'économie après la COVID. A vela s'ajoutent les défis climatiques.

En termes de sécurité alimentaire, Madagascar a fait part de réponses structurelles dans le Sud nécessaires.

Grâce au programme de sécurité alimentaire soutenu par UE, des distributions de semences ont eu lieu.

Co-développement

Wilfrid Bertile, représentant de la Région Réunion, rappela l'engagement résolu et de longue date de La Réunion dans la coopération régionale. Cela se traduit actuellement par la participation au financement de la COI et au renforcement du secrétariat.

La Réunion mène aussi une importante coopération bilatérale avec INTERREG, dont la Région est autorité de gestion. La nouvelle programmation de INTERREG prévoit plus de 60 millions d'euros de co-financement disponibles.

Rappelant que les crises ont désorganisé la connectivité de nos îles, la Région Réunion prône un raccourcissement des circuits avec le co développement régional. Il conclut en appelant à faire un développement régional mutuellement profitable inscrit dans les politiques nationales avec le nouveau cadre d'indopacifique.

La représentante du Département à abondé dans le même sens : priorité au co-développement. Elle évoqua le soutien
aux actions de solidarité et également dans le.domaine de la culture, avec le Prix de l'indianocéanie.

BIZweek
Economie | Business | Finance

37E CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI

Un cap fixé pour les biens publics régionaux

Le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou, a rendu compte de l'activité du secrétariat général. Il a notamment présenté le nouveau Plan de développement stratégique 2023-2033 (PDS) adopté par le Conseil des ministres. Intitulé *"L'Indianocéanie en partage"*, le nouveau PDS fixe la vision, les axes stratégiques et le cadre opérationnel de la COI pour les 10 prochaines années. Faisant la part belle à la préservation et à la gestion des biens publics régionaux, notamment stabilité, sécurité et résilience, il confirme également la volonté des Etats membres de coopérer davantage sur les plans économiques et commerciaux et d'amplifier les actions pour l'épanouissement humain, l'inclusivité sociale.

Les membres du Conseil ont également réaffirmé leur volonté d'une suite au programme de sécurité maritime par lequel la COI a mis en place une architecture régionale remarquée avec le soutien de l'Union européenne. Sur le plan du climat, le Conseil a approuvé le soutien de la COI à la Commission climat des îles d'Afrique présidée par les Seychelles et créée sous l'égide de l'Union africaine. La présidence comorienne en exercice de l'Union africaine a été reconnue comme une opportunité inédite pour les îles d'Afrique: la COI est mandaté pour soutenir activement l'Union des Comores dans sa présidence de l'instance continentale, notamment pour la promotion de l'économie bleue et le plaidoyer insulaire.

Le Conseil a validé la méthode d'élaboration d'un programme de formation professionnelle et mobilitésuivant les recommandations des Assises régionales sur le sujet de 2022. Enfin, les ministres se sont félicités des nombreuses actions en faveur de la santé qui allient surveillance, riposte, dotations d'équipements, échanges d'information ou encore formation dont le lancement prochain d'un Master en épidémiologie de terrain.

Des rencontres ministérielles thématiques sont prévues dans les prochains mois sur l'économie bleue, la santé, la formation professionnelle ou encore la sécurité maritime. La COI est également mandatée pour soutenir l'organisation d'une réunion des Etats insulaires du groupe "Atlantique, océan Indien et mer de Chine méridionale" en juillet prochain à Maurice pour préparer la Conférence des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement qui se tiendra à Antigua-et-Barbuda en 2024.



A l'issue du Conseil des ministres, la ministre des Affaires étrangères de Madagascar a remis la présidence de la COI à son homologue de Maurice. Le ministre mauricien, Hon. Mahen Seeruttun, a présenté les 8 priorités de la présidence mauricienne de la COI, notamment la sécurité maritime, la coopération économique et commerciale ou encore la diplomatie insulaire (voir communiqué ci-contre).

Participation active des observateurs et partenaires

Les membres observateurs et partenaires de la COI ont fait le déplacement à Antananarivo. Les représentants de l'Union européenne, l'Agence française de développement, le Système des Nations unies, la Chine, l'Inde, le Japon, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Ordre souverain de Malte, Cap Business océan Indien ont participé à une séquence de dialogue avec les Officiers permanents de liaison à la veille du Conseil des ministres. Ils ont également pu assister aux travaux de la session ministérielle et pu y préciser les modalités du partenariat avec la COI. A cet égard, les deux premiers partenaires de la COI, l'Union européenne et l'AFD, ont réitéré leur soutien aux actions de la COI, notamment pour la sécurité maritime et alimentaire, la résilience climatique, la culture et la santé.

La secrétaire d'État à la Francophonie Chrysoula Zacharopoulou à Madagascar pour le 37ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien

Jean-Tenahe FAATAU



Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, est à Madagascar depuis ce lundi pour notamment participer au 37e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien.

La secrétaire d'État représentera la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna, au 37ème Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, organisation de coopération qui joue un rôle clé pour l'insertion régionale des territoires ultramarins, Mayotte et la Réunion, et dont Madagascar exerce actuellement la présidence. Elle s'entretiendra, à cette occasion, avec plusieurs ministres des pays de la région.

La secrétaire d'État rencontrera aussi les autorités malgaches afin d'évoquer avec les priorités des relations bilatérales franco-malgaches. Elle se déplacera à Majunga, où la France participe à des actions de protection de l'environnement et de la biodiversité. Elle se rendra également à l'Alliance française de Tananarive, l'une des premières au monde en nombre d'apprenants du français, et elle s'entretiendra avec le père Pedro, figure engagée de la lutte contre la pauvreté à Madagascar. Elle évoquera avec les autorités malgaches les questions internationales et régionales d'intérêt commun.

CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI – Paix, sécurité et résilience au cœur des discussions



CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI – Paix, sécurité et résilience au cœur des discussions© L' Express de Madagascar قدمت بواسطة

Le conseil des ministres de la COI s'est tenu à Antananarivo, mercredi. La Paix et la sécurité essentiellement maritime, mais aussi la résilience face aux crises globales ont été soulignées.

Ensemble. Martelé par Yvette Sylla, ministre des Affaires étrangères, et présidente sortante de la Commission de l'océan Indien (COI), a été érigé en mot d'ordre du Conseil des ministres de cette organisation sous-régionale qui s'est tenu au Centre de conférence internationale (CCI), Ivato, mercredi. Dès les discours d'ouverture successifs de la réunion de mercredi, les enjeux de la paix et de la sécurité ont été soulignés par les orateurs. Sylvestre Radegonde, ministre des Affaires étrangères et du tourisme des Seychelles, a par exemple énuméré les nouveaux défis sécuritaires de la COI. Selon ses dires, il s'agit de la sécurité maritime, les trafics de drogue et de personnes, la pêche illégale, les changements climatiques, les risques pandémiques. Il a aussi évoqué le retour des rivalités entre grandes puissances qui impactent la sous-région. Si le fléau ne fait que pointer son nez à Madagascar, certaines de ses voisines dans l'océan Indien sont gangrenées par le trafic et la consommation de drogues, surtout les drogues dures.

Des stupéfiants qui percent les frontières des Etats de la COI, essentiellement, par voie maritime. Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI, durant une interview en marge de la cérémonie d'ouverture de l'événement au CCI, a justement informé "qu'un sous-marin bourré de drogue [à destination d'une des îles de la COI] a été intercepté la semaine dernière". Yvette Sylla a justement souligné dans son allocution d'ouverture du Conseil des ministres de la COI que

“Madagascar a axé les priorités de sa présidence de la COI autour de la sécurité multiforme, notamment la sécurité maritime, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la promotion des échanges intra-régionaux comme outil de la relance économique post-Covid”.

Démarche économique

Des priorités qui restent d’actualité, de prime abord. Des sujets sur lesquels l’île Maurice, qui prend le relais de la Grande île à la présidence de l’organisation, devrait aussi axer ses actions. “Il faut aussi avoir à l’esprit que la zone de l’OI est un petit océan, mais c’est un océan où il n’y a jamais eu de guerre. C’est donc important de faire de cette zone un sanctuaire pour la sécurité et la paix. Puisque c’est dans un cadre de droit que nous pouvons échanger normalement et notre travail [celui de la COI] est de mettre en place l’ensemble des dispositifs pour que cela puisse se faire”, plaide Vêlayoudom Marimoutou. Comme l’indique Yvette Sylla, “c’est ensemble”, que les États de la COI font face aux différentes menaces sur la paix et la sécurité dans la sous-région. À cet effet, il y a par exemple le programme de Gouvernance, paix et stabilité (GPS). Il donne notamment à la COI “un rôle institutionnalisé dans la promotion de la gouvernance démocratique et la préservation de l’Indianocéanie en tant que zone de paix”.

Madagascar accueille la Commission de l'océan Indien en pleine tension franco-comorienne



Réunion des ministres des cinq États-membres et leurs délégations respectives, ainsi que les ambassadeurs et partenaires financiers, ce 17 mai, au Centre de Conférences International Ivato à Antananarivo pour le 37ème Conseil ministériel de la COI. © Sarah Tétaud / RFI

Texte par : RFI Suivre

Madagascar a accueilli, mercredi 17 mai, le 37e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI), avec des représentants de Maurice, des Seychelles, des Comores et de la France, organisée au dernier jour de la présidence tournante de l'instance par Antananarivo. Si beaucoup de messages de paix et de fraternité ont été prononcés, le contentieux ouvert entre la France et les Comores dû à l'opération sécuritaire « Wuambushu » à Mayotte était dans tous les esprits… mais le sujet était absent. Certains disent pourtant que la COI pourrait jouer un rôle.

Avec notre correspondante à Antananarivo, **Sarah Tétaud**

« *Le lieu de ces débats n'est pas la COI*, a affirmé avec force Dhoihir Doulkhamal, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, chargé de la Diaspora de l'Union des Comores. *Au-delà du différend, on continuera le dialogue avec la France pour éviter les conflits justement. Ce dialogue, on ne l'a jamais cessé parce qu'on est condamnés à vivre ensemble, à travailler ensemble pour la paix et la stabilité dans cet archipel.* »

La COI, un facilitateur…

La secrétaire d'État française auprès du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères Chrysoula Zacharopoulou invoque, elle, la déclaration conjointe des ministres français et comoriens de l'Intérieur et des Affaires étrangères du 9 mai dernier : les deux pays s'y sont engagés à « *intensifier* » le dialogue

entre les deux gouvernements « *dans la perspective d'un renforcement de la relation bilatérale et de l'apaisement des tensions* ».
« On se base sur ces déclarations. Nos relations avec les Comores sont très bonnes et on continue à travailler ensemble », a-t-elle résumé.

…pas un gendarme !

La COI doit être un facilitateur mais ne peut jouer le rôle de gendarme, souligne de son côté le ministre mauricien des Services financiers et de la bonne gouvernance Mahen Kumar Seeruttun, chargé également des Affaires étrangères.
« À ce stade, je pense qu'il vaudrait mieux laisser aux deux pays de trouver des solutions concrètes et durables, afin que les gens ne soient pas traités de la manière que l'on connaît, poursuit-il. Pour moi, ce que je souhaiterais, c'est que l'on arrive rapidement à une solution durable à ce problème. Dans ce genre d'organisation, on ne peut qu'émettre le souhait que ce genre de conflit soit réglé dans un esprit de fraternité inter-îles. »
Un sujet à traiter de manière bilatérale, donc, mais pour lequel la COI peut apporter son soutien, en cas de besoin, rappelle son secrétaire général Vêlayoudom Marimoutou : « S'il y a une demande des États concernés pour une intervention de la COI, bien sûr, nous le ferons comme nous l'avons fait pour les élections à Madagascar en 2013, lorsque c'était difficile. »
À 1 000 km de là, la journée de mercredi était également marquée par la reprise du trafic maritime entre Mayotte et les Comores … et la reprise des expulsions, selon l'objectif de l'opération Wuambushu.

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

L'Union africaine : un atout pour la COI

Retour sur le 37e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien par **Manuel Marchal**

L'Union des Comores occupe actuellement la présidence de l'Union africaine. Les Seychelles président la Commission des îles de l'UA. C'est un contexte extrêmement favorable pour que l'Union africaine devienne un atout pour la Commission de l'océan Indien, qui a déjà le statut d'observateur au sein de la plus grande organisation d'intégration de notre continent. Ceci afin notamment de faire entendre nos spécificités et richesses liées à l'insalubrité, à une histoire partagée et à la Francophonie.

Ce 18 mai à Antananarivo sous la présidence de Madagascar, le Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien s'est déroulé dans un contexte inédit. En effet, pour la première fois depuis la création de l'union africaine, la présidence de l'organisation continentale est assurée par un État insulaire. Qui plus est, cet État est membre de la COI, il s'agit de l'Union des Comores.

Les Comores président l'Union africaine

Dans le même temps, un autre État de la Commission de l'océan Indien préside la Commission des îles de l'Union africaine : les Seychelles. Ceci peut permettre à la COI de mieux faire entendre sa voix et ses spécificités au sein de la plus grande organisation d'intégration régionale de notre continent.

1,4 milliard d'Africains aujourd'hui, 2,5 milliards demain

Rappelons que l'Union africaine est un ensemble ayant une population équivalente à celle de la Chine aujourd'hui, soit près de quatre fois celle de l'Union européenne. Les jeunes réunionnais d'aujourd'hui connaîtront une Union africaine peuplée de plus de 2,5 milliards d'habitants au sein d'un continent qui, souhaitons le, aura réussi à unir toutes les énergies de la région du monde la plus riche en ressources humaines et naturelles.

Faire entendre les spécificités de la COI dans l'Union africaine

L'Union des Comores compte d'ailleurs s'appuyer sur sa présidence pour faire entendre les spécificités des îles et notamment de la COI, organisation régionale francophone dont les membres partagent de nombreux aspects culturels et historiques au point de constituer une famille.

Plaidoyer des Comores pour valoriser les îles dans l'Union africaine

Au Conseil des ministres de la COI, Dhoihir Dhoulkamal, ministre comorien des Affaires étrangères, a d'ailleurs axé son discours sur un vibrant plaidoyer allant dans le sens de la nécessité de prendre en compte les spécificités des îles au plus haut niveau.

Il a donné rendez-vous le mois prochain aux Comores où se tiendra un important Forum continental. Il sera notamment question de l'économie bleue, un atout des îles qui enrichit l'Union africaine.

Les Comores comptent également accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre échange continentale africaine. Tout ceci constitue "une opportunité pour la COI", à déclaré le chef de la délégation des Comores.

Soutien de La Réunion

Pour leur part, les Seychelles occupent la présidence de la commission spécialisée des îles à l'Union africaine. Ce sera aussi un moyen de faire entendre les spécificités et les atouts de notre organisation régionale.

Wilfrid Bertile a d'ailleurs fait part de la volonté de La Réunion à apporter son plein soutien aux démarches entreprises par les Seychelles au sein de cette commission. Ceci pourra se concrétiser par un appui en fonction des demandes pouvant être exprimées par les Seychelles.

La COI a la statut d'observateur dans l'Union africaine

Par ailleurs, la COI dispose d'un siège d'observateur à l'Union africaine. Les conditions de sa représentation restent à définir. Elles firent l'objet d'une décision rendue publique dans le relevé des conclusions du 37e Conseil des ministres de la COI tenu ce 17 mai à Antananarivo sous la présidence de Madagascar.

En effet, le Conseil des ministres de la COI invite la présidence à mandater le secrétaire général de l'organisation à représenter la COI en tant qu'observateur lors des réunions de l'Union africaine, dans l'attente des conclusions d'une étude qui permettra de préciser définitivement les conditions de la représentation de la COI dans l'organisation panafricaine.

Décision pour la représentation de la COI à l'Union africaine

Il devrait donc incomber à Maurice, qui vient de prendre la présidence de la COI, de mettre en œuvre cette décision. Rappelons que la COI a le statut d'observateur à l'ONU, et que le secrétaire général de l'organisation est mandaté pour représenter la COI à New-York.

Dans les organisations internationales, normalement un observateur ne prend pas part aux votes et ne s'exprime pas dans les débats. Ceci ne rend donc pas nécessaire l'existence d'une représentation permanente au siège de l'organisation internationale. Cela permettra à la COI d'être présente lors de débats de l'Union africaine pouvant intéresser notre région ou les îles en général.

Ainsi la COI renforcera sa crédibilité qui se concrétise déjà notamment par la présence de la Chine, de l'Inde et du Japon comme membres observateurs, au même titre que l'ONU, l'Union européenne, l'AFD et l'Ordre de Malte.

Manuel Marchal

Coopération régionale : jour J pour le 37e conseil des ministres de la COI

Ecrit par Adnews

La grande famille de l'indianocéanie se donnera rendez-vous au Centre des conférences international (CCI) d'Ivato, ce jour, à l'occasion du 37e conseil des ministres de la COI.

Passation de flambeau. Le conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien qui est l'instance décisionnelle, se tiendra à Ivato ce jour. A cette occasion, Madagascar va transmettre la présidence tournante à l'île Maurice. Ce sera le point d'orgue de cette session. Le conseil verra aussi la participation de tous les ministres des Affaires étrangères de la région.
La France, par le truchement de l'île de La Réunion, sera représentée par la secrétaire d'Etat auprès de la ministre française de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du développement, de la Francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou.
En préambule à cette rencontre, un dialogue avec les membres observateurs et les partenaires de la COI a eu lieu hier à Anosy. « Il s'agit d'une formalisation du cadre d'échanges avec ces différentes parties prenantes, sous l'impulsion de la présidence malagasy de la Commission », indique le ministère des Affaires étrangères. Cette séance a été présidée par la présidente en exercice du Comité des officiers permanents de liaison, en présence du secrétaire général de la COI. Cette rencontre a par ailleurs permis d'échanger sur les coopérations en cours, en lien avec les priorités de la présidence malagasy de la COI, les ambitions des Etats membres et les collaborations à venir.
Du reste, les ministres des Etats membres de la COI examineront, entre autres, le Plan de développement stratégique de la COI 2023-2033, les actions en faveur de la sécurité maritime en vue d'une nouvelle phase au programme MASE ou encore de la paix et de la stabilité.

Les réseaux sociaux de la COI :

Commission de l'océan Indien COI_IOC @commission_coi · 17 mai
Cloture #ConseildesMinistres
➡️ 🇲🇬 passe la présidence à 🇲🇺
🎯priorités présidence Maurice: sécurité maritime, plaidoyer insulaire, synergie @IORAofficial, coopé économique, soutien présidence 🇨🇴 @_AfricanUnion, ➕ #partenariats, accréditations @theGCF @EU_Partnerships



Gouvernement de Maurice et 6 autres personnes

Commission de l'océan Indien COI_IOC @commission_coi · 17 mai
#ConseildesMinistres #endirect
Interventions de @Region_Reunion et @departement974
➡️ Une volonté forte de coopération, participation active aux projets COI et engagements à travers #volontaires & mises à dispo, financement activités culture, pêche, recherche, santé...



Cyrille Melchior et 4 autres personnes

Commission de l'océan Indien COI_IOC @commission_coi · 17 mai
#ConseildesMinistres #endirect
Le SG Pr. Marimoutou rend compte de l'activité de la COI sur l'année 2022-23
➡️ Plan de développement stratégique, biens publics régionaux, échanges commerciaux et connectivité, santé, sécurité maritime... Bref, une action diversifiée pr @SDG2030



MadagascarDiplomatie et 6 autres personnes

Commission de l'océan Indien COI_IOC @commission_coi · 17 mai
#endirect le 37e #ConseildesMinistres est officiellement ouvert avec les ministres 🇨🇴🇫🇷🇲🇬🇲🇺🇲🇼, les observateurs et #partenaires @EU_Partnerships @AFD_France @de_oif @IndembTana #Chine @JapanEmb_Madaga @ordredemalte @UNMadagascar @Undpmadagascar



Chrysoula Zacharopoulou 🇪🇺🇫🇷 et 9 autres personnes

Commission de l'océan Indien COI_IOC @commission_coi · 16 mai
J-1 #ConseildesMinistres
➡️Dialogue au @diplomatieMg avec les membres #observateurs et #partenaires sur la #coopération en cours, les #ambitions des États membres et les #collaborations à venir avec @EU_Partnerships @AFD_France @UNMadagascar... 1/2...



Vincent Degert et 8 autres personnes

Commission de l'océan Indien COI_IOC @commission_coi · 17 mai
#ConseildesMinistres #endirect
Mme Yvette Sylla ministre @diplomatieMg 🇲🇬 présidente de la COI œuvre officiellement les travaux du 37e Conseil
➡️ Des sujets prioritaires au cœur de la présidence malagasy & des travaux du Conseil: sécurité maritime et alimentaire, climat, jeunesse



Pour plus d'information cliquez les liens ci-dessous :

- https://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/la-37%C3%A8me-session-minist%C3%A9rielle-s%E2%80%99est-ouverte-%C3%A0-antananarivo-.html
- https://www.msn.com/fr-xl/afrique-centre-et-est/madagascar-actualite/conseil-des-ministres-de-la-coi-paix-s%C3%A9curit%C3%A9-et-r%C3%A9silience-au-c%C5%93ur-des-discussions/ar-AA1bqkDC?li=AAE8lQn
- https://mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-maurice-assume-la-pr%C3%A9sidence-de-la-commission-de-l%E2%80%99oc%C3%A9an-indien-pour-une-ann%C3%A9e
- https://freedom.fr/commission-de-locean-indien-madagascar-va-passer-le-flambeau-a-maurice/
- https://newsmada.com/2023/05/17/cooperation-regionale-jour-j-pour-le-37e-conseil-des-ministres-de-la-coi/
- https://outremers360.com/bassin-indien-appli/la-secretaire-detat-a-la-francophonie-chrysoula-zacharopoulou-a-madagascar-pour-le-37eme-conseil-des-ministres-de-la-commission-de-locean-indien
- https://outremers360.com/bassin-indien-appli/cooperation-regionale-la-presidence-de-la-commission-de-locean-indien-passe-de-madagascar-a-lile-maurice
- https://www.business-magazine.mu/actualites/maurice-succede-a-madagascar-a-la-presidence-de-la-coi/
- https://alwatwan.net/politique/commission-de-l%E2%80%99oc%C3%A9an-indien-(coi)-i-le-37%C3%A8me-conseil-des-ministres-tenu-mercredi-%C3%A0-antananarivo.html
- https://www.africa-newsroom.com/press/le-ministre-radegonde-au-37e-conseil-de-la-commission-de-locean-indien-coi?lang=fr
- https://www.aa.com.tr/fr/afrique/madagascar-la-s%C3%A9curit%C3%A9-maritime-au-c%C5%93ur-du-37%C3%A8me-conseil-des-ministres-de-la-coi/2899947
- https://www.info-communication.com/fr/140591838-le-ministre-radegonde-au-37e-conseil-de-la-commission-de-ocean-indien-coi
- https://www.yenisafak.com/fr/international/madagascar-la-securite-maritime-au-cour-du-37eme-conseil-des-ministres-de-la-coi-7894
- https://www.temoignages.re/ocean-indien/l-union-africaine-un-atout-pour-la-coi,107271
- https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230518-madagascar-accueille-la-commission-de-l-oc%C3%A9an-indien-en-pleine-tension-franco-comoriennes

- https://www.temoignages.re/ocean-indien/la-coi-adopte-son-plan-de-developpement-strategique-2023-2033,107263
- https://la1ere.francetvinfo.fr/mayotte/madagascar-mayotte-sujet-toujours-tabou-a-la-commission-de-l-ocean-indien-1396442.html
- https://www.temoignages.re/IMG/pdf/temoignages_18_05_23.pdf
- https://www.msn.com/fr-xl/afrique-centre-et-est/madagascar-actualite/diplomatie-un-secr%C3%A9taire-d-%C3%A9tat-fran%C3%A7ais-chez-rajoelina/ar-AA1bkF4h?li=AAE8lQn
- https://www.zinfos974.com/37e-Conseil-des-ministres-de-la-COI-Un-cap-fixe-pour-les-biens-publics-regionaux_a195979.html
- http://www.africain.info/news=8851084
- https://www.madagascarnewsroom.com/2023/05/ocean-indien-coi.html
- https://gazeti.fr/mayotte-la-question-brulante-ignoree-a-la-commission-de-locean-indien/
- https://freedom.fr/commission-de-locean-indien-madagascar-va-passer-le-flambeau-a-maurice/
- https://lexpress.mg/17/05/2023/diplomatie-un-secretaire-detat-francais-chez-rajoelina/
- https://www.temoignages.re/IMG/pdf/temoignages_15_05_2023.pdf
- https://www.temoignages.re/ocean-indien/le-co-developpement-presente-aux-etudiants-malgaches,107238
- https://www.temoignages.re/ocean-indien/l-integration-regionale-une-adaptation-a-la-mondialisation,107215
- https://www.clicanoo.re/article/societe/2023/05/16/37e-conseil-des-ministres-de-la-commission-de-locean-indien
- https://www.dhakatribune.com/op-ed/2023/05/17/our-role-in-the-indian-ocean
- https://www.lequotidien.re/actualites/ocean-indien/un-observatoire-regional-des-drogues-recommande-pour-la-lutte-contre-les-stupefiants/